



Juillet 2024

Fiche d'information sur le programme de développement rural 2014-2022 de la Haute-Normandie (France)

La Commission européenne a officiellement adopté le programme de développement rural (PDR) de la région Haute-Normandie le 24 novembre 2015. Ce programme élabore la stratégie pour l'utilisation de près de 256 millions d'euros de fonds publics disponibles pour la période 2014-2022. La dernière modification du PDR a été approuvée par la décision d'exécution C(2024) 4964 de la Commission du 8 juillet 2024.

Le PDR de la Haute-Normandie soutient des **projets de modernisation et de développement pour environ 2.620 exploitations dont 1.000 gérées par de jeunes agriculteurs** afin de garantir le renouvellement générationnel. Des **actions de formation (2.547 participants) et de coopération (41 projets)** ont aussi été proposées. Le programme mobilise environ 22 millions d'euros pour créer davantage de valeur ajoutée de la production agricole normande en **soutenant l'adhésion de nouveaux agriculteurs à des démarches de qualité, de commercialisation en circuits courts et autres, ainsi que** les activités de transformation et de commercialisation dans les exploitations agricoles. Le programme mobilise environ **12 millions d'euros pour favoriser le développement des énergies renouvelables, notamment la production de biogaz à partir de biomasse agricole**. Environ 26 % de la population régionale bénéficient de ces initiatives locales qui sont développées au travers de 5 stratégies de développement local.

Le [développement rural](#) est le deuxième pilier de la [politique agricole commune](#) (PAC), mettant à disposition des États membres une enveloppe financière européenne pour gérer des programmes cofinancés, au niveau national ou régional, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle. Au total, 118 programmes sont prévus dans les 28¹ États membres. Le [règlement de développement rural](#) pour la période 2014-2022 identifie six priorités économiques, environnementales et sociales, parmi lesquelles les programmes établissent leurs objectifs stratégiques, les mesures mises en œuvre pour les atteindre et les résultats escomptés. En outre, afin de mieux coordonner les actions et de maximiser les synergies entre les différents fonds européens structurels et d'investissement ([FESI](#)), un [Accord de Partenariat](#) a été conclu avec chaque État membre pour développer la stratégie pour les investissements financés par l'UE.

¹ Le Royaume-Uni a quitté l'Union Européenne le 31 janvier 2020. Conformément à l'accord de retrait, le soutien au titre du développement rural continue de s'appliquer au Royaume-Uni pendant la période de programmation 2014-2020

En France, au cours de la période 2014-2022, la politique communautaire de développement rural est mise en œuvre à travers 30 programmes. Le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (doté de 15,8 milliards) cofinance 22 programmes pour les régions de l'Hexagone et pour la Corse, 5 programmes pour les départements d'outre-mer, 1 programme national dédié à la gestion des risques et l'assistance technique et le programme spécifique pour le réseau rural national. Des éléments communs à un certain nombre de mesures sont repris dans un cadre national qui ne dispose d'aucune allocation budgétaire. À ce budget FEADER s'ajoutent 867 millions € de l'EURI.

Le présent document fournit un aperçu de la manière dont le programme relève les défis et évalue les opportunités auxquels la Haute-Normandie fait face. Le tableau en annexe synthétise les priorités stratégiques, les cibles et le budget alloué à chacune des mesures.

1. SITUATION ET ENJEUX

La région Haute-Normandie compte actuellement environ 1,85 million d'habitants (soit 3% de la population française) sur une superficie totale de 12 300 km², soit une densité de 150 habitants au km²; ce qui en fait l'une des régions les plus densément peuplées de France.

Ce territoire présente un relief en plateaux entrecoupés de nombreuses vallées. Les zones de plateaux, composés de limons profonds sont propices aux grandes cultures. Les vallées, moins fertiles et pour certaines très accidentées, sont plutôt des zones d'élevage. Elles offrent des paysages typiques et une remarquable richesse écologique : pelouses sèches sur les coteaux de la Seine et de l'Eure ; vaste forêt sur les versants, zones humides en fond de vallée, qui tranchent avec la monotonie des plateaux

Avec un PIB total de 47 milliards d'euros, soit 25.600 euros par habitant (en 2010), les territoires de l'Eure et de la Seine-Maritime se placent dans une position médiane, entre le 5e, le 9e ou le 13e rang des régions françaises (avant fusion) (selon qu'il s'agisse du PIB par emploi, de PIB par habitant ou de PIB brut). Son PIB représente 2,43% du PIB national.

Les territoires de l'Eure et de Seine-Maritime se caractérisent par une activité industrielle encore très présente (c'est l'une des régions où la part du secteur secondaire dans l'emploi est la plus importante - 25.3% des actifs contre 18,6% au niveau national (IC 11) et par un secteur tertiaire en progression mais peu développé dans certains domaines (services à la population par ex.)).

Une nouvelle délimitation des Régions est entrée en vigueur en France depuis le 1er janvier 2016 (loi NOTRe du 7 août 2015 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République). Les Régions Haute-Normandie et Basse-Normandie ont fusionné pour former la Région Normandie. La nouvelle Région Normandie est devenue dès lors l'autorité de gestion des deux programmes de développement rural de Haute et de Basse-Normandie.

La Région Haute-Normandie est classée dans la catégorie "autres régions" (le PIB par habitant est supérieur à 90% de la moyenne communautaire).

Les défis socio-économiques de l'agriculture sont liés, pour l'essentiel, à ceux des grandes cultures et aux fluctuations des prix et conditions de compétitivité sur les marchés mondiaux des produits agricoles et sur celui des intrants de base. Avec cette mention particulière pour ce type d'agriculture très intensive en capital fixe, que constitue au démarrage, l'obstacle financier lors d'une reprise d'exploitation agricole.

2. COMMENT LE PDR REpond AUX ENJEUX

Pour répondre aux défis à relever, le PDR s'articule autour de 6 priorités européennes de développement rural, dont la plus importante est **la priorité 2 - Amélioration de la viabilité et de la compétitivité des exploitations agricoles (36 % du FEADER) suivie de la priorité 4 - Restauration, préservation et renforcement des écosystèmes (26 % du FEADER)**

Les objectifs et cibles du PDR selon les priorités de l'Union en matière de développement rural sont dans l'ordre :

Transfert de connaissances et innovation

Le PDR accompagne le développement de 41 projets de coopération et de 2 groupes opérationnels. Ces projets visent un large éventail de formes de coopération et de bénéficiaires – petits ou plus grand – pour contribuer à la réalisation des objectifs de la politique de développement rural en aidant les opérateurs à imaginer autrement des pistes possibles de succès face aux défis posés, économiques, environnementaux ou territoriaux et des infrastructures ou services.

Viabilité et compétitivité des exploitations agricoles

Le programme prévoit de soutenir des exploitations dans leur modernisation et leur développement. De même, le PDR de Haute-Normandie envisage de soutenir le renouvellement générationnel sur l'ensemble de la période. Cela représente 1.620 exploitations, soit 14,10% de l'ensemble.

En outre, une des mesures ayant rencontré un très grand succès est celle relative à l'installation des jeunes agriculteurs et représente 1.000 jeunes soutenus, soit 8,70% de l'ensemble.

Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles

Le programme vise à combler le déficit de valeur ajoutée de la production agricole, et l'absence de mise en valeur des produits normands, alors que la région bénéficie d'une image positive forte. Avec les moyens financiers disponibles, l'objectif est d'encourager l'adhésion de nouveaux agriculteurs à des démarches de qualité, de commercialisation en circuits courts et autres, et de promouvoir les activités de transformation et de commercialisation dans les exploitations agricoles. À ce jour, 94 producteurs ont bénéficié d'un soutien dans le cadre la coopération et de la promotion de produits agricoles.

Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la forêt

Le PDR agit pour la protection de l'environnement, la préservation, la restauration et la gestion des ressources naturelles, qui constituent un facteur d'attractivité touristique et génèrent des retombées économiques pour le territoire. Environ 4.70 % de la surface agricole est couverte par des contrats agri-environnement-climat. L'évolution des

pratiques agricoles est accompagnée par des projets d'investissements non productifs liés à la réalisation d'objectifs environnementaux. Le programme soutient des projets d'études et plans d'investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation des espaces remarquables à haute valeur naturelle notamment pour les sites du réseau Natura 2000. L'agriculture biologique est encore peu présente en Haute-Normandie avec 8 600 ha, y compris 7 600 ha converti en biologique.

Efficacité énergétique, des énergies renouvelables et climat

Les actions retenues pour cet objectif relèvent du soutien à l'acquisition d'équipements innovants permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des exploitations agricoles et des industries agro-alimentaires, tels que des équipements collectifs économes en énergie et des séchoirs solaires.

Par ailleurs, le programme soutient le développement des énergies renouvelables, notamment la production de biogaz à partir de biomasse agricole, et le développement des filières locales bois-énergie.

Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Le programme contribue à améliorer le cadre de vie dans les territoires ruraux en ciblant les domaines de la santé, du tourisme et de la culture. Environ 18 % des ressources du programme sont utilisées pour des actions de développement avec notamment, l'objectif d'atteindre 23 % de la population régionale bénéficiant de services et d'infrastructures améliorés.

Le PDR de Haute-Normandie mise aussi sur les projets de coopération Leader comme outil de développement local. L'objectif est d'accompagner cinq stratégies de développement local portées par des groupes d'action local, dont peuvent bénéficier 489.000 personnes, soit 26,47% de la population.

Le programme se décline en 13 mesures dont les 6 plus importantes sont (entre parenthèses la proportion de l'enveloppe financière totale) :

- Mesure 4 (investissements physiques) : 91.600.264 EUR (38,22%)
- Mesure 7 (services de base et rénovation de villages) : 32.358.627 EUR (13,50%)
- Mesure 10 (agri-environnement-climat) : 30.233.653 EUR (12,62%)
- Mesure 11 (Agriculture biologique) : 24.128.286 EUR (10,07%)
- Mesure 6 (développement des exploitations agricoles et des entreprises) : 23.727.065 EUR (9,90%)
- Mesure 19 (Leader) : 19.006.643 EUR (7,93%)

Distribution indicative des ressources du PDR de Haute-Normandie et indicateurs cibles

Target	Measure	Indicative public support	%
P1: Fostering knowledge transfer and innovation in agriculture, forestry and rural areas		0,00	
1A Innovation, cooperation, knowledge		0,00	
T1: percentage of expenditure under Articles 14, 15 and 35 of Regulation (EU) No 1305/2013 in relation to the total expenditure for the RDP (focus area 1A)	2,35	M01 Knowledge	0,00
		M16 Cooperation	0,00
1B Research & innovation		0,00	
T2: Total number of cooperation operations supported under the cooperation measure (Article 35 of Regulation (EU) No 1305/2013) (groups, networks/clusters, pilot projects...) (focus area 1B)	41,00	M16 Cooperation	0,00
1C Lifelong learning and vocational training		0,00	
T3: Total number of participants trained under Article 14 of Regulation (EU) No 1305/2013 (focus area 1C)	2.547,00	M01 Knowledge	0,00
P2: Enhancing farm viability and competitiveness of all types of agriculture in all regions and promoting innovative farm technologies and the sustainable management of forests		86.515.263,30	36,10%
2A Farm performance		Total: 2A	65.352.713,30
T4: percentage of agricultural holdings with RDP support for investments in restructuring or modernisation (focus area 2A)	14,10	M01 Knowledge	1.234.709,78
		M04 Physical Investment	64.118.003,52
2B New farmers		Total: 2B	21.162.550,00
T5: percentage of agricultural holdings with RDP supported business development plan/investments for young farmers (focus area 2B)	8,70	M06 Farm and business development	21.162.550,00

P3: Promoting food chain organisation, including processing and marketing of agricultural products, animal welfare and risk management in agriculture			24.841.255,60	10,37%
3A Competitiveness of producers		Total: 3A	24.841.255,60	10,37%
T6: percentage of agricultural holdings receiving support for participating in quality schemes, local markets and short supply circuits, and producer groups/organisations (focus area 3A)	0,82	M03 Quality schemes	142.858,08	0,06%
T6: Total des dépenses d'investissement (publiques + privées)	50.036.000,00	M04 Physical Investment	20.511.417,72	8,56%
		M16 Cooperation	4.186.979,80	1,75%
P4: Restoring, preserving and enhancing ecosystems related to agriculture and forestry			62.247.956,36	25,98%
4A Biodiversity, HNV and landscapes		Total: P4	62.247.956,36	25,98%
T9: percentage of agricultural land under management contracts supporting biodiversity and/or landscapes (focus area 4A)	4,74	M04 Physical Investment	4.163.015,14	1,74%
4B Water management		M07 Basic services	9.424.401,22	3,93%
T10: percentage of agricultural land under management contracts to improve water management (focus area 4B)	4,61	M08 Forest	135.000,00	0,06%
4C Soil management		M10 Agri-environment-climate	23.833.653,33	9,95%
T12: percentage of agricultural land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)	3,55	M11 Organic Farming	24.128.286,67	10,07%
T13: percentage of forestry land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)	0,12	M12 NAT 2000 & WFD	0,00	0,00%
		M13 Areas with natural constraints	563.600,00	0,24%

P5: Promoting resource efficiency and supporting the shift towards a low carbon and climate resilient economy in agriculture, food and forestry sectors			12.525.078,32	5,23%
5B Energy efficiency		Total: 5B	807.828,32	0,34%
T15: Total investment for energy efficiency (€) (focus area 5B)	2.019.500,00	M04 Physical Investment	807.828,32	0,34%
5D Reducing GHG and NH3		Total: 5D	6.400.000,00	2,67%
T18: percentage of agricultural land under management contracts targeting reduction of GHG and/or ammonia emissions (focus area 5D)	1,46	M10 Agri-environment-climate	6.400.000,00	2,67%
		Total: 5E	5.317.250,00	2,22%
		M04 Physical Investment	2.000.000,00	0,83%
		M08 Forest	3.317.250,00	1,38%
P6: Promoting social inclusion, poverty reduction and economic development in rural areas			44.505.385,78	18,57%
6A Diversification, SMEs and job creation		Total: 6A	2.564.515,82	1,07%
T20: Jobs created in supported projects (focus area 6A)	15,00	M06 Farm and business development	2.564.515,82	1,07%
6B Local development		Total: 6B	41.940.869,96	17,50%
T21: percentage of rural population covered by local development strategies (focus area 6B)	26,47	M07 Basic services	22.934.226,28	9,57%
T22: percentage of rural population benefiting from improved services/infrastructures (focus area 6B)	19,45	M16 Cooperation	0,00	0,00%
T23: Jobs created in supported projects (Leader) (focus area 6B)	51,00	M19 LEADER and CLLD	19.006.643,68	7,93%
M20 TA			9.000.000,00	3,76%
			9.000.000,00	3,76%
Total public expenditure			239.634.939,36	100,00%